

je pense que les résultats seraient excellents, une fois que le projet sera mis à exécution. Je veux maintenant envisager votre plan comme plan de longue portée. Ce n'est pas que j'insiste sur le fait, déjà signalé, que notre premier devoir sera de créer de l'emploi après la guerre. Je conviens avec vous que c'est là un programme de longue portée, où l'enseignement a sa part; et plus les gens seront instruits, mieux le pays s'en trouvera. La prochaine question porte sur ce que vous dites des Nations Unies—votre organisme est-il entré en relations avec les associations d'instituteurs de la Chine, des Indes, ou de la Hollande, ou de la Belgique, ou des autres pays européens, au sujet de la réalisation du programme à l'étude?

M. WILLOUGHBY: Non. Les renseignements dont nous nous sommes servis proviennent principalement des deux publications que j'ai nommées. Et maintenant, quant à l'association anglaise, la London International Assembly, c'est là une société composée d'éducateurs qui représentent les Gouvernements des pays subjugués et qui se trouvent actuellement à Londres, tels que des éducateurs de Pologne et de Tchécoslovaquie.

M. MACNICOL: Puis il y a l'article 2 de la page 9: "Il est nécessaire d'instituer au plus tôt un conseil d'éducation pour les Nations Unies." Des pays comme l'Allemagne ne seraient-ils pas inclus dans cette catégorie après la guerre? Après tout, nos ennemis sont des hommes, et je suis de ceux qui ne continueront pas à les traiter en ennemis quand nous aurons gagné la victoire; tous les pays ne seraient-ils pas inclus aussi bien que les Nations Unies?

M. WILLOUGHBY: Aussitôt qu'il sera possible de les inclure, oui.

M. MACNICOL: Et puis, à la page 10, l'article (c): "Il est bien inutile d'insister sur l'importance de l'éducation dans la vie d'une nation. Elle est, bien entendu, le fondement même de toute société; et si la fondation est faible, l'édifice sera faible," etc. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Personne n'ignore que plus les enfants sont instruits, mieux tout l'organisme politique de la nation s'en trouvera. Je pense que l'approbation du Comité à ce sujet sera unanime. Tout de suite après la guerre, quelle serait votre proposition pour élargir les cadres de l'enseignement? Je pose seulement une question ici; avez-vous le pourcentage des enfants qui fréquentent l'école publique, ou plutôt celui des enfants qui passent de l'école publique à l'école secondaire?

M. WILLOUGHBY: M. Crutchfield a, je pense, ces chiffres.

M. CRUTCHFIELD: Vous vous rappellerez que j'ai indiqué les pourcentages voulus ce matin même. J'ai vérifié les données disponibles, et j'en conclus que, à la suite d'une enquête faite en 1930, alors que la situation était pas mal ce qu'elle est aujourd'hui, 26 p. 100 des élèves quittant l'école publique entraient à l'école secondaire. Je vous parle là d'une enquête conduite à Washington, pour l'ensemble des Etats-Unis.

M. MACNICOL: Cela répond à ma question.

M. CRUTCHFIELD: Une enquête conduite en Ontario a donné à peu près les mêmes résultats; 28 p. 100 en Ontario qui finissent l'école publique et entrent à l'école secondaire.

M. MACNICOL: Cela veut donc dire qu'en Ontario 72 p. 100 ne poursuivent pas leurs études; que comptez-vous faire pour améliorer la situation de ce 72 p. 100?

M. WILLOUGHBY: On peut consulter à ce sujet le rapport de l'enquête, le rapport du Comité d'enquête. Ce comité a approfondi la question et il a proposé un changement au programme d'études.

M. HILL: On ne peut blâmer entièrement l'état de guerre, parce qu'il n'y a pas 72 p. 100 des citoyens d'Ontario qui sont incapable de laisser suivre à leurs enfants les cours de l'école secondaire.

M. WILLOUGHBY: Non, je ne le crois pas.